

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA
PROSPECTIVE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**

NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE

A FIN MARS 2014

Mai 2014

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie et de la Prospective

M. Christophe AKAGHA-MBA

Ministre délégué

M. Marcellin AGAYA

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT

Contact :

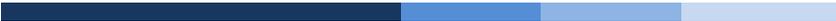
Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre ville

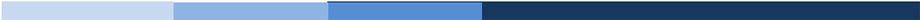
B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette première note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2014.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	6
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU PREMIER TRIMESTRE 2014.....	8
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	8
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPMENT	9
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER TRIMESTRE 2014	10
II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES.....	10
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin mars 2014	10
II.2.LE PETROLE	12
II.3.LE MANGANESE	12
II.4. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE	13
<i>II.4.1.Le caoutchouc naturel</i>	<i>13</i>
<i>II.4.2.Elevage</i>	<i>13</i>
II.5.LES AGRO – INDUSTRIES.....	14
<i>II.5.1.La production meunière et avicole</i>	<i>14</i>
<i>II.5.2.Le tabac.....</i>	<i>14</i>
<i>II.5.3.Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	<i>15</i>
<i>II.5.4.L'eau minérale</i>	<i>16</i>
<i>II.5.5.Les huiles et corps gras</i>	<i>16</i>
II.6.LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	17
<i>II.6.1.La chimie</i>	<i>17</i>
<i>II.6.2.Les matériaux de construction.....</i>	<i>18</i>
<i>II.6.3.La seconde transformation des métaux.....</i>	<i>19</i>
II.7.LE RAFFINAGE.....	19
II.8.LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	20
II.8.1.L'électricité	20
II.8.2.L'eau.....	21
II.9.LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	21
II.10.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	22
<i>II.10.1.Le transport terrestre</i>	<i>22</i>
<i>II.10.2.Le transport aérien</i>	<i>22</i>
<i>II.10.3.Le transport ferroviaire</i>	<i>23</i>
II.11 LES TELECOMMUNICATIONS	24
II.12 LE COMMERCE.....	24
<i>II.12.1 Le commerce général structuré</i>	<i>24</i>
<i>II.12.2.Le commerce des véhicules</i>	<i>24</i>
<i>II.12.3.Le commerce des produits pétroliers</i>	<i>25</i>
<i>II.12.4.Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	<i>25</i>

II.13.LES SERVICES	26
<i>II.13.1.Services rendus aux entreprises</i>	26
<i>II.13.2.Services rendus aux particuliers</i>	26
<i>II.13.3.Services immobiliers</i>	26
<i>II.13.4.Services de réparation mécanique</i>	27
II.14.L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	27
II. 15 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	27
<i>II.15-1 La situation du bilan</i>	27
<i>II.15.2 Les opérations avec la clientèle</i>	28
<i>II.15.2.1 Les ressources collectées</i>	28
<i>II.15.2.2 Les crédits distribués</i>	29
II.16. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE AU 31 MARS 2014	29
<i>II.16.1 La configuration du secteur</i>	29
<i>II.16.2.La couverture géographique et la clientèle des EMF</i>	30
II.17 LE SECTEUR ASSURANCE	30
<i>II.17.1.La Branche Non Vie</i>	31
<i>II.17.2.La Branche Vie</i>	31
<i>II.17.3 Répartition du chiffre d'affaires par compagnie</i>	32
<i>II.17.4. les Sinistres réglés</i>	32
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2014	33
III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION	33
III.2 L'EMPLOI	34
III.3 LES SALAIRES	35
III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR	36
<i>III.4.1- Evolution des exportations en valeur</i>	36
<i>III.4.2 Evolution des importations en valeur</i>	37
III.5 LES DEPENSES PUBLIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2014	39
III.6 LA DETTE PUBLIQUE AU PREMIER TRIMESTRE 2014	40
<i>III.6.1 L'évolution des règlements</i>	40
<i>III.6.2 L'évolution des arriérés</i>	41
<i>III.6.3 L'évolution des tirages sur financements extérieurs</i>	42
<i>III.6.4 L'évolution du stock</i>	43
CONCLUSION	44
Tableau 1 : PIB ressources à prix constant 2010-2013	46
Tableau 2 : PIB ressources à prix courant 2010-2013	47
Tableau 3 : Evolution du PIB en volume 2010-2013	48
Tableau 4 : PIB Emplois à prix constant 2010-2013	49
Tableau 5 : PIB Emplois à prix courant 2010-2013	50
Tableau 6 : Evolution du PIB Emplois à prix constant 2010-2013	51

RESUME EXECUTIF

Au premier trimestre, l'économie mondiale tend à s'affermir sous l'impulsion de l'économie américaine, et sous l'effet des améliorations observées dans les pays de la zone euro. Les pays émergents et en développement portés par la Chine et l'Inde ont confirmé leur dynamisme. Toutefois, l'environnement économique mondial reste fragile du fait de la présence de nombreux risques, notamment sur les plans géopolitique, financier et social. Ainsi, pour l'ensemble de l'année 2014, les prévisions annoncent une croissance mondiale de 3,6% contre 3% en 2013.

Au Gabon, l'activité économique a démarré l'année avec des signes d'essoufflement qui touchent de nombreux secteurs.

Ainsi, **dans le secteur primaire**, la production nationale de pétrole s'est soldée par un repli de 2,8% à cause du déclin naturel des champs matures et des difficultés techniques rencontrées sur certains sites. Les exportations de brut sont en recul de 11,2% par rapport au premier trimestre 2013. Le prix moyen des bruts gabonais s'est situé à 106,14 dollars le baril, en diminution de 4,5%.

De même, la production de manganèse a baissé de 7,5% à 795 451 tonnes, suite aux travaux programmés de maintenance de l'outil de production. Les livraisons externes de manganèse ont baissé de 13,3% à 752 928 tonnes pour un chiffre d'affaires de 77,16 milliards, en recul de 13,3%.

S'agissant **du secteur secondaire**, si les boissons gazeuses, les huiles de table, l'énergie et le raffinage ont semblé bien orientés, le ciment, les lubrifiants et le BTP ont enregistré un tassement.

La production vendue du BTP régresse de 6,8% à 58,2 milliards contre 62,5 milliards au premier trimestre en 2013, suite au ralentissement ou à l'arrêt de certains chantiers. De nombreuses entreprises entretiennent des créances impayées sur l'Etat.

Le secteur tertiaire a connu une évolution nuancée. La téléphonie mobile et le commerce ont été les branches les plus dynamiques. De même, le commerce général croît de 27,3% avec un chiffre d'affaires de 89,4 milliards. Les transports terrestres, l'hôtellerie et les services mécaniques sont par contre en baisse sur la période.

La baisse des grands produits a entraîné un repli des exportations en valeur de 8,2% au cours de la période sous revue alors que les importations augmentent de 2,7%. Dans ce contexte, **la balance commerciale** qui demeure excédentaire de 617 milliards de FCFA s'inscrit en baisse de 14,5% par rapport à la même période en 2013.

Malgré ces évolutions sectorielles mitigées, le secteur financier est demeuré solide avec une progression de 12,4% et 5,1% respectivement pour les banques et les assurances. Ce dynamisme du secteur financier s'est traduit par un recours accru au secteur bancaire par les entreprises. Ceci a engendré une augmentation de 11% de l'ensemble des crédits distribués. Il est à noter par ailleurs, le développement des activités de microfinance, dont la clientèle a progressé de près de 47% sur une année.

En matière de finances publiques, le budget de l'Etat a été exécuté à hauteur de 397,1 milliards de FCFA en base engagement et 224,7 milliards en base ordonnancement, en baisse respectivement de 28,8% et 59,76% par rapport à 2013, soit un taux d'exécution 12,9% base engagement.

Il est à noter que les dépenses en capital (base engagement) ont baissé d'environ 86% au cours de la période sous revue.

Le désengagement de l'Etat auprès des créanciers divers a permis de réduire la dette de l'Etat de plus de 109 milliards de F CFA dans le cadre du remboursement de la dette intérieure auprès du marché financier et bancaire. Néanmoins, le stock de la dette a évolué de 46,5% au premier trimestre pour atteindre 2256,1 milliards de FCFA.

Enfin, l'indice harmonisé des prix à la consommation a progressé de 6,2% sur les trois premiers mois contre 0,2% sur la même période de l'année précédente. Cette augmentation s'explique par la hausse des prix de plusieurs biens et produits : produits alimentaires et énergétiques.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU PREMIER TRIMESTRE 2014

Bien que toujours fragile, l'économie mondiale est restée sur une dynamique de croissance soutenue au cours du premier trimestre 2014.

Toutefois, ce constat ne peut masquer les divergences observées selon les zones et les pays. Ainsi, l'économie des pays de la zone euro, en nette amélioration, a semblé marquer le pas, avec une croissance inférieure aux prévisions initiales. De même, l'activité économique aux Etats-Unis a été affectée par des conditions climatiques extrêmes.

La plupart des pays avancés restent confrontés à des taux d'endettement élevés, aux difficultés sur le marché du travail et à une déflation latente (zone euro). On note comme seuls éléments positifs, la reprise des exportations et le redécollage progressif de la consommation.

Pour leur part, les pays émergents et en développement ont confirmé leur dynamisme avec des taux de croissance élevés, notamment en Chine et en Inde. Les principaux risques liés à l'économie de ces pays concernent l'instabilité géopolitique pour certains, le durcissement des conditions financières et l'augmentation du coût du capital qui en résulte, pour d'autres.

Sur l'ensemble de l'année 2014, les prévisions font état d'une croissance de l'économie mondiale de 3,6% contre 3% en 2013.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

Aux **Etats-Unis**, la croissance s'est contractée de 1% au premier trimestre 2014. Un hiver extrêmement froid et la faiblesse du niveau des stocks des entreprises expliquent en partie cette évolution. Pour l'ensemble de l'année, le PIB devrait néanmoins progresser à un rythme de 2,8%.

L'économie **japonaise** a enregistré au premier trimestre sa plus forte progression depuis plus de deux ans grâce à un bond de la consommation des ménages et une nette reprise de l'investissement des entreprises. Le produit intérieur brut (PIB) a évolué de 1,5% au cours de la période sous revue.

La croissance de la **zone euro** a été faible au cours du premier trimestre et variable selon les pays. En deçà des prévisions, la production n'a augmenté que de 0,2%. Faible demande, difficulté du marché du travail, endettement élevé et menace de déflation sont quelques difficultés qui ont plombé l'économie de la zone. Les prévisions annoncent une croissance de 1,2% pour l'ensemble de l'année 2014 contre -0,5% en 2013.

Par pays, le produit intérieur brut (PIB) de la première économie d'Europe (Allemagne) a enregistré une progression de 0,8%. Le reste de la zone euro a connu une croissance peu

satisfaisante. C'est notamment le cas en France (0%), Espagne (0,4%), Italie (-0,1%), Chypre (-0,7%), Grèce (-1,1%) et aux pays bas (-1,4%)

Hors zone, la croissance de l'économie britannique a accéléré à 0,8% au premier trimestre contre 0,7% au quatrième trimestre 2013. La croissance a été tirée en particulier par les services et la production industrielle tandis que la construction a été affectée par les tempêtes et les fortes pluies survenues en janvier et en février.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Les pays **émergents et en développement** ont maintenu leur dynamique de croissance, en dépit du léger essoufflement relevé au cours du premier trimestre. L'ensemble de ces pays pourrait enregistrer à fin 2014 une croissance estimée à 4,9% contre 4,7% en 2013.

Ainsi, l'économie **chinoise** a cru de 7,4% au cours du premier trimestre en rapport avec une contraction de la production industrielle et des investissements en capital fixe.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) du **Brésil** a ralenti sur les trois premiers mois de l'année à 0,2% par rapport à 2013. La hausse des dépenses publiques n'a pas compensé le recul de la consommation et la chute de l'investissement.

De même, l'économie **indienne** n'a progressé que de 4,6% au cours des trois premiers mois de l'année. L'industrie manufacturière a enregistré une contraction de son activité, reflétant les difficultés de production d'un pays qui souffre d'une insuffisance d'infrastructures.

L'économie **russe** s'est contractée de 0,5% au cours du premier trimestre contre une progression de 0,9% au premier trimestre de 2013. La situation géopolitique de la région en rapport avec l'annexion de la Crimée et la crise ukrainienne ont freiné l'investissement.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance est restée vigoureuse au premier trimestre et pourrait dépasser 4,9% en moyenne annuelle.

L'économie **sud-africaine** a enregistré une croissance de 0,6% au premier trimestre. Le pays le plus industrialisé du continent a subi les conséquences d'un conflit salarial qui paralyse ses principales mines de platine depuis janvier. Ceci a occasionné une baisse de l'activité manufacturière du pays.

La situation économique des pays de la **CEMAC** a été marquée au cours du premier trimestre par la baisse de la production pétrolière, la détérioration de la situation sécuritaire en RCA et une expansion des activités non pétrolières. Néanmoins, en 2014, la croissance devrait rester bien orientée avec une prévision annuelle de 5,3% contre 2,6% en 2013.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER TRIMESTRE 2014

II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin mars 2014

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↓
Manganèse	↓
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↓
<i>Elevage</i>	↓
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↗
<i>Fabrication de tabac</i>	↓
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↓
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	±
<i>Matériaux de construction</i>	↓
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↓
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Terrestre</i>	↓
<i>Aérien</i>	↗
<i>Ferroviaire</i>	↓
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↗

<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↗
<i>Véhicules industriels</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘

II.2.LE PETROLE

Au premier trimestre 2014, la production de pétrole brut a baissé de 2,8% par rapport à la même période l'année dernière, pour se situer à 2,6 millions de barils. Le recul global de la production s'explique, entre autres, par le déclin naturel des champs matures, les incidents techniques rencontrés sur certains champs pétroliers tels que Koula (opéré par Shell Gabon) et Olowi (opéré par CNRI), l'arrêt de la production du champ d'Obangue après la reprise de l'operating par ADDAX, ainsi que des problèmes techniques sur les installations d'évacuation d'ADDAX.

Les exportations de brut des trois premiers mois de l'année ont suivi la même tendance baissière (-11,2%) en glissement annuel. Ces ventes ont été réalisées à 51% avec l'Asie, principale destination du brut gabonais depuis 2 ans.

Evolution de l'activité pétrolière

	Premier trimestre		
	2014	2013	Var 14/13
Production (en millions de tonnes)	2,607	2,681	-2,8%
Exportation (en millions de tonnes)	2,111	2,379	-11,2%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	108,22	112,55	-3,9%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	106,14	111,09	-4,5%
Taux de change (\$US/FCFA)	478,936	496,940	-3,6%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Les prix du Brent ont été peu volatiles au premier trimestre 2014, mais ont fini en baisse sur la période. Le Brent s'est ainsi établi à 108,22 dollars le baril en moyenne, soit une baisse de 3,8% par rapport au premier trimestre 2013. Parallèlement, en diminution de 4,5%, le prix moyen des bruts gabonais s'est situé à 106,14 dollars le baril.

En moyenne trimestrielle, le taux de change a clôturé à 478,934 FCFA, soit un recul de 3,6% comparativement au premier trimestre 2013.

II.3.LE MANGANESE

La production mondiale d'acier au carbone a progressé d'environ 2,5% au premier trimestre 2014 comparée au premier trimestre 2013.

Sur le plan national la production de manganèse a reculé de 7,5%, en raison des opérations de maintenance. La production s'est ainsi établie à 795 451 tonnes contre 859 554 tonnes enregistrés entre janvier et mars 2013. De même, les livraisons externes de manganèse ont baissé de 13,3%, à 752 928 tonnes.

Sur le plan financier, les ventes des produits ont généré un chiffre d'affaires de 77,16 milliards de FCFA, soit un repli de 13,3%, exacerbé par la baisse de 7% des prix spot CIF Chine du minerai de manganèse sur la période sous-revue, traduisant ainsi une phase de déstockage d'acier en Chine.

Evolution de l'activité minière

(en tonnes)	Premier trimestre		
	2014	2013	Var 14/13
Production	795 451	859 554	-7,5%
Exportations	752 928	868 312	-13,3%
Ventes	749 525	866 265	-13,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	77 162	88 987	-13,3%

Source : Comilog

II.4. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE**II.4.1. Le caoutchouc naturel**

Au terme du premier trimestre 2014, la production en fonds de tasse a fléchi de 13,7% pour se situer à 6 330 tonnes pendant que le caoutchouc usiné a régressé de 24,6%, s'établissant à 3384 tonnes. Ces retraits sont dus aux arrêts des productions des plantations observés durant tout le mois de février.

En conséquence, le chiffre d'affaires s'est établi à 3,5 milliards de FCFA, soit une régression de 30,2%, en raison de l'effet conjugué de la diminution des quantités exportées et de la baisse des prix mondiaux du caoutchouc naturel.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Premier trimestre		
	2014	2013	Var 14/13
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	6 330,5	7 338,4	-13,7%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	3 384	4 486	-24,6%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	3 327,5	3 533,6	-5,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 466,7	4 964,4	-30,2%
Effectifs	180	165	9,1%
Masse salariale	306,9	311,8	-1,6%

Source : SIAT

II.4.2. Elevage

A la fin du premier trimestre 2014, le ranch de SIAT Gabon, situé dans la province de la Nyanga, a enregistré une légère baisse de son cheptel par rapport à la même période en 2013. On a ainsi dénombré 5 004 têtes contre 5 077 une année auparavant, soit une diminution de 1,4%, consécutive au début de la commercialisation de la viande de bœuf par SIAT, avec notamment 16 tonnes écoulées pour un chiffre d'affaires de 99 millions de FCFA.

Au cours de la période d'analyse, les effectifs ont baissé de 7,4% pour se situer à 25 personnes. De même, la masse salariale s'est contractée de 1,8%, à 30,9 millions de FCFA.

Evolution de l'élevage

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Effectif du cheptel	5 077	5 004	-1,4%
Vente de viande (en kg)	-	16 097	-
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	-	99	-
Effectif	27	25	-7,4%
Masse salariale	31,4	30,9	-1,8%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.5.LES AGRO – INDUSTRIES**II.5.1.La production meunière et avicole****La production meunière et avicole**

Au premier trimestre 2014, l'activité meunière et avicole a enregistré des résultats satisfaisants. En effet, la production de farine a été quasi stable à 17 480 tonnes, pendant que les issues et les aliments pour bétail ont progressé de 4,9% et 12,3%, atteignant respectivement 4 794 et 6 900 tonnes. La même tendance a été observée au niveau de la production des œufs qui a cru de 14,3%. Les investissements réalisés par l'entreprise, notamment en couvoir, ont eu pour effet l'accroissement de la demande des petits éleveurs en poussins et en aliments pour bétail.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Farine (en tonnes)	17 346	17 480	0,8%
Issues (en tonnes)	4 568	4 794	4,9%
Aliments pour bétail (en tonnes)	6 134	6 900	12,5%
Œufs (en milliers d'unités)	8 286	9 475	14,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 768	8 175	5,2%

Source : Smag

En conséquence, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 5,2%, atteignant 8,2 milliards de FCFA.

II.5.2.Le tabac

L'activité de la branche du tabac a été morose à fin mars 2014. En effet, la production de scaferlatis a chuté de 94,2%, soit 22,6 tonnes contre 390 tonnes en 2013, induisant une

régression de 48,6% de la production de cigarettes. Parallèlement, on a noté l'arrêt de la production du tabac en feuilles.

Ces contreperformances s'expliquent par la perte du marché congolais depuis le quatrième trimestre 2013 en raison de la mauvaise qualité du scaferlati importé. A cela s'ajoute la contraction des exportations de ce produit vers Bangui en liaison avec la crise politique centrafricaine.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est effondré de 73,6% passant de 3,16 milliards de FCFA à 837 millions de francs CFA.

Evolution de l'activité du tabac

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Scaferlatis (tonnes)	390,5	22,6	-94,2%
Cigarettes (milliers de paquets)	5 328	2 722	-48,9%
Tabac en feuilles (caisses)	112,0	0,0	-100,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 167,2	837,0	-73,6%
CA marché local	997,5	589,4	-40,9%
CA Export	2 169,7	247,6	-88,6%
Effectifs	76	72	-5,3%
Masse salariale	280,6	222,2	-20,8%

Source : Sociga

II.5.3. Les boissons gazeuses et alcoolisées

L'activité de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré, à fin mars 2014, des résultats globalement satisfaisants avec un accroissement de 14,1%, à 675 759 hl, de la production totale. On a noté, en effet, la bonne tenue des bières et de boissons gazeuses dont les volumes ont augmenté respectivement de 22% et 9,1%.

En revanche, les vins ont régressé de 42,5% et les divers de 6,5%. Ces évolutions sont inhérentes à l'effritement de la demande locale.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en hectolitres)	592 249	675 759	14,1%
Bières	289 759	353 524	22,0%
Boissons gazeuses	278 019	303 425	9,1%
Vins	11 322	6 512	-42,5%
Divers	13 149	12 298	-6,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	35 027	38 849	10,9%
Effectifs	864	974	12,7%
Masse salariale	2 603	2 799	7,5%

Sources : *Sobraga, Sovingab*

La bonne tenue de l'activité a généré un chiffre d'affaires de 38,8 milliards de FCFA, en hausse de 10,9%.

II.5.4.L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est élevée à 120 991 hectolitres à fin mars 2014 soit une diminution de 6,1%, en raison des problèmes d'évacuation des produits. Cependant, le chiffre d'affaires s'est affermi de 17,7% pour se situer à environ 2,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production d'eau (en hectolitres)	128 852	120 991	-6,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 270,0	2 672,0	17,7%
Effectifs	45	47	4,4%
Masse salariale	124,7	123,3	-1,1%

Source : *Soboléco*

II.5.5.Les huiles et corps gras

Au premier trimestre 2014, l'activité de la filière « huiles et corps gras » a été bien orientée. En effet, l'huile brute et l'oléine ont progressé respectivement de 49,5% et 63%. La demande accrue des huiles de SIAT explique cette hausse.

A contrario, la production de savon a baissé de 22,2%. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est stabilisé à près de 1,9 milliard de francs CFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	1 480,7	2 206,2	49,0%
Huile raffinée	1 155	1 883	63,0%
Savons	870,1	677,1	-22,2%
Ventes (en tonnes)			
Huile raffinée	1 017,4	1 453,0	42,8%
Savons	722,4	849,4	17,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 859	1 872	0,7%
Effectifs	215	189	-12,1%
Masse salariale	333	297	-11,0%

Source : SIAT

II.6.LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION**II.6.1.La chimie**

- **Les peintures**

A fin mars 2014, l'activité de fabrication de peintures s'est affermie, traduisant un important carnet de commandes des clients traditionnels et du marché anticorrosion. Ainsi, la production a augmenté de 8,2% à 1 212,4 tonnes, pour un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des peintures

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en tonnes)	1 120,6	1 212,4	8,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 451,6	2 633,9	7,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	239,3	239,1	-0,1%
Effectifs (en nombre)	79	81	2,5%

Sources : GPL, CG

La masse salariale reste inchangée à 239 millions de FCFA pour un effectif de 81 employés.

- **Les lubrifiants**

Au cours des trois premiers mois de 2014, la fabrication des lubrifiants a ralenti en raison des stocks constitués en fin d'année 2013. La production nationale fait face à une forte concurrence des produits importés. Ainsi, la production des lubrifiants a chuté de 40,8% pour s'établir à 963,4 tonnes. De même, le nombre d'emballages produits a régressé de 52,8% pour se situer à 53 549 unités.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	1 628	963	-40,8%
Emballages (en unités)	113 540	53 549	-52,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 313,7	1 311,9	-43,3%
Effectifs (nombre d'agents)	43	44	2,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	94,9	116,1	22,3%

Source : PIZOLUB

Dans ce contexte marqué par le recul de la production et du prix des huiles, le chiffre d'affaires s'est replié de 43,3%.

II.6.2. Les matériaux de construction

La production du clinker s'est accrue de 85,5% à 40 646 tonnes à fin mars 2014, en vue d'éviter les distorsions provenant des coupures récurrentes d'électricité.

La production de ciment s'est repliée de 13,3% en liaison avec la contraction des ventes pénalisées par concurrence des ciments importés. En revanche, la production des agrégats a atteint 108 236 tonnes au 31 mars 2014, soit une hausse de 45,6%, soutenue par les commandes des sociétés de BTP.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en tonnes)			
Clinker	21 908	40 646	85,5%
Ciments	45 694	39 639	-13,3%
Agrégats	74 318	108 236	45,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 899	4 063	-17,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 053	1 090	3,5%
Effectifs	207	191	-7,7%

Source : CIM-GABON

La mévente du ciment a induit une régression de 17,1%, à 4 063 millions de FCFA, du chiffre d'affaires au 31 mars 2014. Les effectifs se sont rétractés de 7,7% à 191 agents, dans le cadre de la politique de restructuration de la société, pour une masse salariale de 1090 millions de FCFA.

II.6.3. La seconde transformation des métaux

L'activité de transformation de l'aluminium s'est raffermie à fin mars 2014. Ainsi, la production des tôles s'est établie à 719,3 tonnes, soit une hausse de 31,3%, induite aussi bien par la bonne tenue des tôles minces que de celle des tôles épaisses.

La seconde transformation des métaux

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en tonnes)	548,0	719,3	31,3%
Tôles minces	206,0	302,1	46,7%
Tôles épaisses	342,0	417,2	22,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 428,7	2 150,8	-11,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	222,9	270,0	21,1%
Effectifs (en nombre d'agents)	163	144	-11,7%

Sources : SOTRALGA, SOGI

A contrario, le chiffre d'affaires a chuté de 11,4%, à 2,15 milliards de FCFA, du fait de la faiblesse des commandes de la chaudronnerie, du chantier naval et de la charpente métallique.

II.7. LE RAFFINAGE

L'activité de la raffinerie a été marquée par de bonnes performances imputables, non seulement à la maintenance de l'outil de production, mais également à la réalisation du projet de dégoulotage (permettant d'augmenter la capacité de production de 130 T/H à 175 T/H). Ainsi, le volume de brut traité s'est accru de 103,6%, à 219 348 tonnes métriques contre 107 735 à fin mars 2013.

Sur le plan commercial, on a également noté une appréciation des volumes vendus sur le marché local et extérieur. En effet, les quantités vendues sont passées à 129 434 tonnes métriques et 225 111 mètres cubes à fin mars 2014 comparativement à la même période de 2013, soit des hausses respectives de 88,4% et 24,6% inhérentes à la fermeté de la demande locale et extérieure.

Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 31,6%, se situant à 135,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2014.

Evolution de l'activité de raffinage

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
TOTAL DU BRUT TRAITE	107 753	219 348	103,6%
Compte propre (tonnes métriques)	107 753	219 348	103,6%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	6 840	9 101	33,1%
Super (m ³)	25 676	26 031	1,4%
Super Export (m ³)	0	9 718	-
Pétrole lampant (m ³)	7 472	10 095	35,1%
Turbine fuel 1 (m ³)	13 253	17 363	31,0%
Gas-oil Moteur (m ³)	134 212	171 623	27,9%
Fuel-oil 380 export (TM)	61 871	111 615	80,4%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	102 865	135 406	31,6%
Chiffre d'affaires intérieur	81 949	96 175	17,4%
Chiffre d'affaires export	20 916	39 231	87,6%

Source : Sogara

II.8.LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

Au premier trimestre 2014, l'analyse de l'activité de l'énergie fait ressortir des résultats globalement satisfaisants.

II.8.1.L'électricité

La production nette d'électricité a progressé de 4,5% atteignant 562 millions de KWh, en raison des bonnes performances de la centrale thermique d'Alenakiri. En effet, les achats d'électricité auprès de cette centrale, évalués à 98,1 millions de KWh, ont permis de compenser la baisse enregistrée par la SEEG (-13,1%), en dépit des travaux de renforcement, de réhabilitation et d'extension des postes d'alimentation et de distribution.

Ainsi, du fait du relèvement du tarif moyen du KWh et de la progression de 6,6% des volumes vendus, le chiffre d'affaires a cru de 7,2% à 40,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production nette (en Gwh)	537,5	561,6	4,5%
Production nette SEEG	533,6	463,5	-13,1%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	3,9	98,1	2406,1%
Volumes total facturés hors cession (en Gwh)	398,1	424,2	6,6%
Volumes facturés MT hors cession	147,5	156,3	6,0%
Volumes facturés BT hors cession	250,6	267,8	6,9%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	37 666,4	40 372,1	7,2%
CA MT hors cession	11 622,8	12 359,8	6,3%
CA BT hors cession	26 043,5	28 012,2	7,6%

Source: SEEG

II.8.2.L'eau

En raison des efforts consentis pour améliorer l'outil de production et le réseau de desserte, la production nette en eau est restée soutenue (+3,7%) à fin mars 2014. Cependant, les difficultés liées à l'approvisionnement dans les agglomérations ont entraîné des baisses respectives de 2,7% et de 3,2% des volumes vendus et du chiffre d'affaires.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m3)	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production nette	21 748,6	22 554,3	3,7%
Ventes hors cession	15 968,8	15 532,3	-2,7%
CA hors cession (en millions de FCFA)	5 797,9	5 612,9	-3,2%

Source: SEEG

II.9.LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

L'activité du secteur BTP a enregistré une baisse au terme du premier trimestre 2014. La production vendue s'est chiffrée à 58,2 milliards de FCFA contre 62,5 milliards en 2013, soit une régression de 6,8%. La chute de 11% du segment bâtiment génie civil explique cette évolution.

Cette contre-performance s'explique principalement par l'absence de chantiers d'envergure conjuguée au ralentissement ou à l'arrêt de certains travaux, au regard des difficultés de trésorerie éprouvées par les sociétés, suite aux arriérés de paiement de l'Etat.

Evolution de l'activité des BTP

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en millions de FCFA), dont :	62 520	58 245	-6,8%
Bâtiment et Génie civil	45 020	40 000	-11,2%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	17 500	18 245	4,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	6 900	6 950	0,7%
Effectifs (nombre d'agents)	5 300	4 950	-6,6%

Source: Colas Gabon, Entraco, Sogafric Services, Sogacer, Faco Construction, Socoba Edtpl, Bouygues Energies et Services...

II.10.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT**II.10.1.Le transport terrestre**

Contrairement au premier trimestre 2013, l'activité du transport terrestre a été morose au cours des trois premiers mois de 2014. En effet, le nombre de passagers transportés a chuté de 33,5% pour s'établir à 945 640 personnes, en raison de la régression du nombre de bus exploités liée aux difficultés de maintenance du parc automobile. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires, d'un montant de 247,8 millions de FCFA, a reculé de 41,4% en glissement annuel.

Evolution de l'activité transport terrestre

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Nombre de bus exploités	236	81	-65,7%
Nombre de voyageurs transportés	1 422 367	945 640	-33,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	423,08	247,78	-41,4%

Source : Sogatra

II.10.2.Le transport aérien

Le transport aérien commence l'année par une embellie au regard de l'évolution de ses principaux indicateurs. En effet, malgré un recul du nombre de vols internationaux causé par l'arrêt des prestations d'Air Côte-d'Ivoire, de Kenya Airways et Lufthansa, les mouvements commerciaux des avions ont connu une amélioration (+4,9%) pour s'évaluer à 4 818 vols au premier trimestre 2014. Cet affermissement est attribuable au dynamisme du réseau domestique (+11,9%) et à la bonne tenue d'Afric Aviation qui dessert désormais l'escale de Douala.

Le nombre de passagers a suivi cette tendance (+5,2%), pour se chiffrer à 239200 personnes transportées au 31 mars 2014. Cette progression est soutenue par la vitalité sur le réseau international des compagnies telles qu'Air France, Turkish Airlines ainsi que Transair Congo qui dessert l'escale de Cotonou.

L'augmentation du fret amorcée depuis 2013 s'est poursuivie au premier trimestre 2014. Ainsi, le fret aérien a enregistré une hausse de 10,3%, avec 4 675 tonnes de marchandises transportées au premier trimestre 2014, tirée par le dynamisme de Sky Gabon et DHL international sur le réseau domestique.

Evolution de l'activité du transport aérien

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Mouvements Avions Commerciaux	4 589	4 815	4,9%
- Réseau domestique	2 004	2 236	11,6%
- Réseau international	2 585	2 579	-0,2%
Passagers	227 318	239 200	5,2%
- Réseau domestique	65 455	66 550	1,7%
- Réseau international	137 014	150 559	9,9%
- Transit	24 849	22 091	-11,1%
Volume du fret (en tonnes)	4 240	4 675	10,3%
- Réseau domestique	362	523	44,5%
- Réseau international	3 878	4 152	7,1%

Source: ADL

II.10.3. Le transport ferroviaire

L'activité ferroviaire a enregistré des contre-performances, au regard de la dégradation des principaux indicateurs.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Nombre de passagers	40 205	39 257	-2,4%
Volume global des marchandises (en tonnes)	968 145	864 891	-10,7%
Grumes	71 017	80 942	14,0%
Bois débités	9 116	7 320	-19,7%
Manganèse	811 008	703 076	-13,3%
Clinker	4 999	3 004	-39,9%
Produits pétroliers	14 602	15 049	3,1%
Autres marchandises	57 403	55 500	-3,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	10 360	9 530	-8,0%

Source: SETRAG

En effet, le nombre de passagers a fléchi de 2,4%, soit 39 257 personnes transportées au premier trimestre 2014. Parallèlement, le volume global de marchandises évacuées par rails s'est replié de 10,7% pour s'établir à 864 891 tonnes. Le fléchissement de l'activité minière, les nombreux incidents survenus sur la voie ferrée, entraînant ainsi une interruption du trafic

pendant dix(10) jours, et la suppression de quatre (4) trains marchandises sont autant de raisons qui expliquent cette baisse. En conséquence, le chiffre d'affaires a diminué de 8% pour s'établir à 9,5 milliards de FCFA.

II.11 LES TELECOMMUNICATIONS

Au premier trimestre 2014, l'activité des télécommunications a été tirée par la forte croissance de l'activité Mobile dont les services offerts évoluent grâce à l'accroissement du parc, en liaison avec les investissements réalisés dans les réseaux. Ainsi, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a progressé de 3,2% pour s'établir à 1,9 million de clients. Parallèlement, les parcs Fixe (+5,8%) et Internet (+23,6%) ont continué de croître en raison du bon comportement de l'offre Duo couplant ligne fixe et accès internet, ainsi que des offres Data pour les entreprises.

De fait, le chiffre d'affaires des télécommunications, en hausse de 2,2%, est passé à 99,1 milliards de FCFA, en glissement annuel.

Evolution de l'activité des télécommunications

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	97,06	99,16	2,2%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	1 928,5	1 989,3	3,2%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	18,0	19,1	5,8%
Nombre d'abonnés à l'Internet (milliers)	8,3	10,3	23,6%

Source : Gabon-Télécom, Air tel Gabon, Moov Gabon, Azur, Boutique Satellite (Canal+), SAT-CON et TNT Gabon.

II.12 LE COMMERCE

II.12.1 Le commerce général structuré

Le chiffre d'affaires du commerce général structuré a affiché une hausse de 27,3%, à 89,5 milliards de FCFA à fin mars 2014 contre 70,3 milliards à la même période de l'année précédente. Cette progression est due à la fermeté de la branche (alimentation, habillement et cosmétique), du fait de l'élargissement des gammes de produits.

Evolution du commerce général structuré

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	70,31	89,48	27,3%

Source : CECA-Gadis, Sodigab Mbolo, SAN, Gabon meca, Nestlé

II.12.2. Le commerce des véhicules

- **Véhicules utilitaires**

Le commerce des véhicules neufs a renforcé son activité de 2,1% à fin mars 2014, suite aux différentes commandes effectuées par l'Etat et les particuliers.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Nombre de véhicules vendus	1 2631	290	2,1%

Source : URAI

- **Véhicules industriels**

La commercialisation des véhicules industriels a régressé de 15%, à 2,636 milliards de FCFA au premier trimestre 2014 contre 3,115 milliards de FCFA à fin mars 2013. Cette baisse s'explique par la contraction de la demande des principaux clients liée à la dette intérieure de l'Etat envers ces derniers.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'Affaires (en milliards de FCFA)	3,115	2,636	-15%

Source : Tractafic Equipement

II.12.3. Le commerce des produits pétroliers

Le volume des produits pétroliers vendu au premier trimestre 2014 s'est élevé à 194 407 tonnes métriques contre 166 534 tonnes métriques à fin mars 2013, soit une hausse de 16,7%, tirée par les ventes de gasoil et de supercarburant sur le marché domestique, ainsi que du kérosène à l'international. Par distributeur, la progression provient du dynamisme des ventes de Total Marketing (34,7% des parts du marché) et de Petrogabon (34,5% des parts du marché).

Evolution du commerce des produits pétroliers

(en tonnes métriques)	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Volumes vendus (en tonnes métriques)	166 534	194 407	16,7%
<i>dont Gasoil</i>	123 979	144 347	16,4%
<i>Supercarburant</i>	17 608	20 267	15,1%
<i>Kérosène</i>	8 246	11 517	39,7%

Source: Total marketing, Engen Gabon, Petro Gabon, Oilybia, SGEPP

II.12.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

L'activité du commerce des produits pharmaceutiques s'est améliorée de 15,9% au premier trimestre 2014, pour un chiffre d'affaires de 15,5 milliards de FCFA. Cette bonne

performance se justifie par la demande soutenue en médicaments dans un environnement marqué par la disponibilité des stocks et l'augmentation des pharmacies et dépôts pharmaceutiques à travers tout le territoire.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	13	15	15,9%

Source : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.13.LES SERVICES

II.13.1.Services rendus aux entreprises

A fin mars 2014, l'activité des services rendus aux entreprises a reculé de 2,7% en termes de chiffre d'affaires, en raison de la faiblesse de la demande en conseil management et expertise.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 560	14 168	-2,7%

Sources : Clean Africa, Deloitte, Ernst & Young, PriceWaterHouse Coopers, Tax & Legal, PriceWaterHouse Coopers, Bureau Veritas Gabon, Gabon Propre Service, Société Gabonaise de Services, CFAO Technologies Gabon, Gesparc Gie, General Business Machines, F.E.A.G..

II.13.2.Services rendus aux particuliers

La branche des services rendus aux particuliers a connu un regain d'activité. De ce fait, le chiffre d'affaires est passé de 8,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2013 à 8,4 milliards FCFA au premier trimestre 2014, soit une progression de 3,4%, attribuable aux maisons de jeux, aux cabinets médicaux et à l'activité soutenue des pompes funèbres.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 120	8 395	3,4%

Sources : Pmug, SGJL, SGCL, Gabon Contacts, Franstel, Casepga, Gabosep, Médical optique, Cabinet de Groupe des Médecins, Polyclinique El rapha, Labo Color

II.13.3.Services immobiliers

L'activité des services immobiliers est demeurée soutenue au cours des trois premiers mois de 2014, avec une augmentation de 16,5% du chiffre d'affaires pour un montant de 1,6 milliard de FCFA. Cette évolution a été favorisée par la fermeté des transactions locatives et la hausse des prix de loyer.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 354	1 578	16,5%

Sources : SNI, Alliance, Agence Immobilière de Libreville, Agences N°1, AICI.

II.13.4. Services de réparation mécanique

Au regard de son chiffre d'affaires, l'activité des services de mécanique générale a été atone au premier trimestre 2014, en raison des faibles commandes en pièces détachées venant des principaux clients.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 402	3 360	-1,2%

Sources : Pièces Equip'Auto, Gabon Sprint Auto, E.C.I.G., Bobinage Industriel Gabonais.

II.14. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

L'activité du secteur hôtellerie au premier trimestre 2014 a enregistré des contre performances par rapport au premier trimestre 2013. Cette situation est imputable à la faiblesse du flux touristique et au non-achèvement des travaux de réhabilitation de certaines unités de dimension internationale. Ainsi, le taux d'occupation et le nombre de clients des hôtels de classe internationale ont reculé respectivement de 16 points et de 7,6%.

Cependant, le chiffre d'affaires consolidé s'est affermi de 3,6% pour s'établir à 19,3 milliards de FCFA, en raison du dynamisme des sociétés de catering (restauration collective).

Evolution de l'activité hôtelière

	Premier trimestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	18 661	19 337	3,6%
Chambres occupées (en nombre)	33 005	30 509	-7,6%
Taux d'occupation (en %)	77,99	61,9	-16 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	174 402	166 890	-4,3%

Sources : Méridien Rê-ndama, Mandji, Radisson okoumé palace, Sodexho, MDO Services, GSS Gabon,

II. 15 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

Le système bancaire gabonais compte dix (10) banques en activité au 31 mars 2014.

II.15-1 La situation du bilan

Le total agrégé des bilans s'est situé à 2 594 milliards de FCFA, soit une progression de 12,4% en variation annuelle. Cette bonne tenue serait corrélée à la consolidation des ressources collectées et des crédits octroyés.

II.15.2 Les opérations avec la clientèle

II.15.2.1 Les ressources collectées

Les ressources à vue (comptes à vue et comptes d'épargne sur livrets) ont augmenté de 24,1% à 1 455,8 milliards de FCFA par rapport à mars 2013. Elles représentent 64,5% du total des dépôts collectés contre 58,7% une année plus tôt.

Les ressources à terme constituées pour l'essentiel des comptes de dépôts à régime spécial (bon de caisses) se sont chiffrées à 694,8 milliards de FCFA, soit un recul de 3,3% par rapport au niveau atteint en 2013.

Evolution des ressources par type de comptes (en millions de FCFA)

Types de comptes	31/03/2012	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2014
Comptes à vue	977 815	1 173 355	1 455 858	24,1%
Compte à terme	592 730	718 546	694 861	-3,3%
Comptes de dépôts à régime spécial	17 251	17 239	19 782	14,8%
Autres comptes	65 116	81 388	79 426	-2,4%
Dettes rattachées	5 863	8 646	8 593	-0,6%
TOTAL DES DEPOTS	1 658 775	1 999 174	2 258 520	13 %

Sources : COBAC, Banques et DGEPP

Les dépôts publics ont suivi la même tendance haussière (+241,5%) pour se situer à 438,9 milliards de FCFA en raison des opérations d'émissions des titres publics effectués par l'Etat au cours du premier trimestre 2014. En revanche, les dépôts des entreprises publiques ont chuté de 41,2% pour s'établir à 55,5 milliards de FCFA, sur la même période.

Les dépôts du secteur privé non financier représentent 72,6% du total des dépôts effectués sur la période. Ils se sont chiffrés à 1 639,1 milliards de FCFA, en légère baisse de (-0,5%) par rapport à mars 2014.

Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/03/2012	31/03/2013	31/03/2014	2014/2013
Dépôts publics	85 443	128 528	438 922	241,5%
Dépôts des entreprises publiques	104 682	94 469	55 588	-41,2%
Dépôts privés	1 361 431	1 646 648	1 639 166	-0,5%
dépôts des non résidents	36 241	39 492	36 852	-6,7%
dépôts non ventilés	70 979	90 034	88 019	-2,2%
TOTAL DES DEPOTS	1 658 775	1 999 174	2 258 547	13,0%

Sources : COBAC, Banques et DGEPP

II.15.2.2 Les crédits distribués

Au 31 mars 2014, les crédits bruts distribués ont progressé de 11%, à 1765,3 milliards, sous l'effet de la hausse des crédits octroyés au secteur réel. Les crédits à l'Etat se sont rétractés de 2,7%, à 341,8 milliards de FCFA, comparés à mars 2013, eu égard à l'effort de désengagement de l'Etat vis-à-vis des banques primaires. A l'inverse, les crédits octroyés au secteur privé se sont consolidés de 8,9% à 1218,2 milliards de FCFA, traduisant un recours accru au système bancaire par le secteur productif au cours de la période sous-revue. Ils constituent en valeur relative près de 69% du total des crédits bruts distribués contre 70,4% douze mois plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	31/03/2012	31/03/2013	31/03/2014	2014/2013
Crédits à l'Etat	295 618	351 465	341 834	-2,7%
crédits aux entreprises publiques	16 078	58 397	102 544	75,6%
Crédits au secteur privé	835 577	1 119 201	1 218 269	8,9%
Crédits au non résidents	72 505	45 042	72 601	61,2%
Autres créances	30 466	16 041	30 081	87,5%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 250 244	1 590 146	1 765 329	11,0%

Sources : COBAC, Banques et DGEPP/ * Estimations DGEPP

Les emplois de trésorerie se sont accrus de 3,9% consécutivement à l'évolution positive de l'excédent des ressources clientèle (+18,5%) et ce, malgré la faiblesse des ressources de trésorerie des banques (-30%). En effet, les ressources de trésorerie constituées pour partie des ressources à terme (49,5%) et des ressources à vue de (50,3%) ont enregistré une érosion de 30% en variation annuelle, à 194,9 milliards de FCFA contre 278,3 milliards de FCFA un an plus tôt.

En revanche, l'excédent des ressources clientèle, en hausse de 18,5%, s'est chiffré à 763,8 milliards de FCFA contre 644,3 milliards en mars 2013.

Evolution des emplois de trésorerie

Opérations de trésorerie	31/03/2012	31/03/2013	31/03/2014	2014/2013
Ressources de Trésorerie	233 431	278 337	194 954	-30,0%
Excédent/Déficit de Trésorerie	622 958	644 312	763 829	18,5%
TOTAL DES EMPLOIS DE TRESORERIE	856 389	922 649	958 783	3,9%

II.16. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE AU 31 MARS 2014

II.16.1 La configuration du secteur

Au 31 mars 2014, le secteur microfinance est animé par neuf (9) Etablissements de Microfinance (EMF) contre 10 en mars 2013, suite au retrait de l'agrément d'un établissement, la Général d'Epargne et de Crédit (GEC). Ils sont repartis comme suit : 2 EMF de première catégorie et 7 de deuxième catégorie.

II.16.2. La couverture géographique et la clientèle des EMF

Les EMF déploient leurs activités à travers 53 agences dont 90% sont installées en zone urbaine, principalement à Libreville et Port-Gentil.

Evolution des usagers et des effectifs

	mars 2013	mars 2014	variation
Usagers	63 207	92 817	46,8%
Effectifs	375	404	7,7%

Source : établissements de microfinance/Cellule Microfinance

En dépit du recul du nombre d'EMF, la clientèle a enregistré un accroissement de 46,8%, pour atteindre à 92 817 usagers.

S'agissant de l'emploi, les effectifs globaux du secteur ont été évalués à 404 agents contre 375 agents en 2013, soit une hausse de 7,7%, en raison de la création de nouvelles agences et du renforcement du personnel des EMF.

Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

	mars 2013	mars 2014	variation
Fonds propres	4,06	5,3	30,5 %
Encours de dépôts	20,06	31,8	58,5 %
Encours de crédits	16,2	22	35,8%

Source : Etablissements de microfinance/Cellule Microfinance

Les fonds propres de l'ensemble des établissements de microfinance ont été chiffrés à 5,3 milliards de FCFA au 31 mars 2014 contre 4,06 milliards de FCFA en mars 2013, soit une progression de 30,5%. La consolidation de l'assise financière des sociétés anonymes explique cette évolution. Toutefois, les EMF de première catégorie restent sous capitalisés.

Parallèlement, l'encours des dépôts a progressé de 58,5% passant de 20,06 milliards de FCFA en mars 2013 à 31,8 milliards de FCFA en mars 2014. Cette progression rapide atteste du dynamisme commercial des EMF Finam SA, Loxia et Express-Union. On note toutefois, une prédominance des dépôts à vue qui représentent près de 80% de l'encours total des dépôts.

L'activité de distribution du crédit évolue dans les proportions moins importantes. Les **crédits** sont en hausse de 35,8%, passant de 16,2 milliards à 22 milliards. Il s'agit pour l'essentiel de concours par caisse octroyés à court terme pour financer les besoins d'exploitations des commerçants, la consommation des particuliers et la trésorerie des PME-PMI.

II.17 LE SECTEUR ASSURANCE

A fin mars 2014, impacté par le volume des primes d'assurance des branches Non Vie et Vie, le secteur Assurance a enregistré une progression soutenue, entraînant un renforcement de

5,1% de son chiffre d'affaires consolidé qui s'est élevé à 39,2 milliards de FCFA, après 37,3 milliards de FCFA à la même période en 2013.

II.17.1. La Branche Non Vie

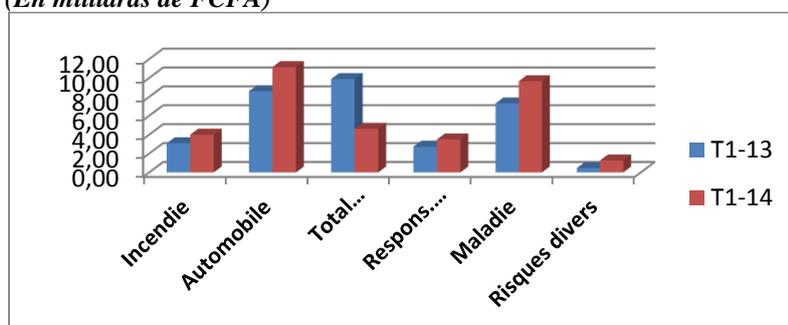
La branche Non Vie regroupe les segments **Transports** (maritimes, aériens et autres transports), **Incendie**, **Automobile**, **Responsabilité Civile**, **Dommages aux biens**, **Accident individuel**, **Maladie**, **Acceptations dommages et Risques divers**. Elle représente l'essentiel des ressources des compagnies d'assurance, soit 87% de l'encours des primes versées. Ainsi, l'encours des contrats d'assurance Non Vie est en hausse de 5,6% à 34,2 milliards de FCFA contre 32,4 milliards une année plus tôt. Cette situation est corrélée aux performances enregistrées par les produits maladie (+33%), automobile (+30,2%) et incendie (+29%).

En effet, les émissions du segment **Automobile** ont progressé de 30,2% à 11,2 milliards de FCFA à fin mars en 2014 contre 8,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2013, suite à l'augmentation continue du nombre de véhicules en circulation et du renforcement des contrôles routiers.

Le segment **Maladie** a connu une hausse considérable de 33% à 9,7 milliards de FCFA traduisant un recours accru aux contrats d'assurance maladie.

Dans le même temps, le segment **Incendie** a affiché un chiffre d'affaires de 4 milliards de FCFA sur la période sous-revue, soit une hausse de 29%, marquée par le volume de contrats souscrits.

Chiffre d'affaires de la branche Non Vie aux 1ers trimestres 2013 et 2014
(En milliards de FCFA)

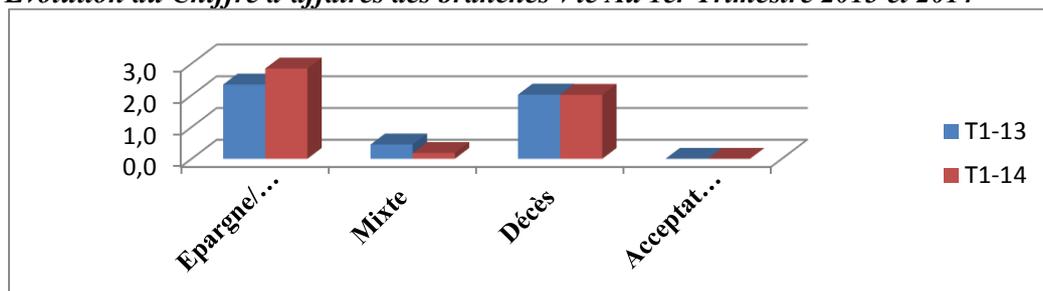


II.17.2. La Branche Vie

Elle regroupe les segments **Epargne/retraite**, **Mixte**, **Décès** et **Acceptations**. Encore peu développée, cette branche ne détient que 13% des émissions du secteur.

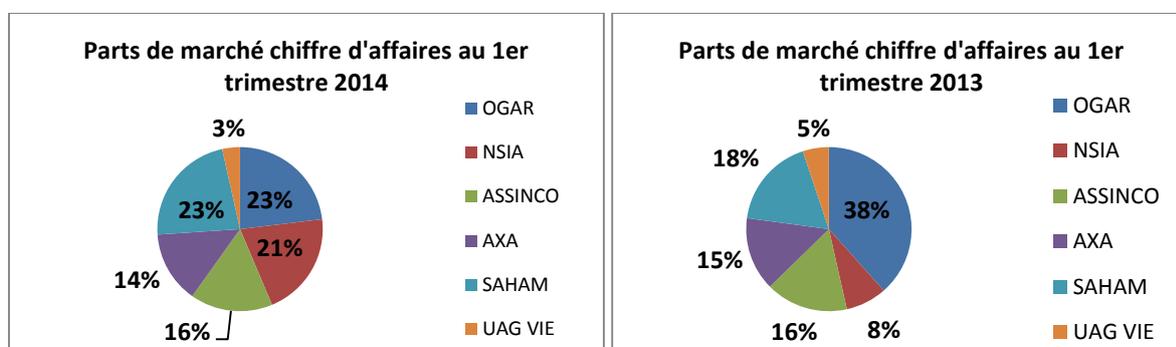
A fin mars 2014, le montant global des primes collectées sur l'assurance Vie est évalué à 5 milliards de FCFA, en hausse de 2%, en liaison avec l'accroissement de 21,7% des contrats Epargne/retraite dont le montant s'est établi à 2,8 milliards de FCFA.

Evolution du Chiffre d'affaires des branches Vie Au 1er Trimestre 2013 et 2014



II.17.3 Répartition du chiffre d'affaires par compagnie

Au cours de la période sous analyse, l'essentiel des primes est reparti entre les groupes OGAR (23%), NSIA (23%) et SAHAM (21%). Leurs parts de marché représentent 67% de l'ensemble du secteur.



II.17.4. les Sinistres réglés

Au premier trimestre 2014, le coût global des sinistres payés s'est situé à 29,4 milliards de FCFA alors qu'il s'est chiffré à 7 milliards de FCFA à la même période en 2013. Cette forte expansion des sinistres est consécutive au paiement des prestations pour la couverture des sinistres dans le segment de l'automobile et des prises en charge maladie.

En effet, pour la seule couverture des sinistres dans le volet Non Vie, les compagnies d'assurance ont versé 28,1 milliards de FCFA à fin mars 2014 contre 5,1 milliards de FCFA à la même période en 2013. De même, dans le segment Vie, le montant global des sinistres réglés a progressé de 57,3% à 1,3 milliard de FCFA en 2014.

Tableau récapitulatif des opérations des compagnies d'assurance

en milliards de FCFA	Chiffre d'affaires		Var %	Parts	Sinistres réglés		Var %
	T1-13	T1-14			T1-14	T1-13	
Segment NON -VIE	32,372	34,205	5,6%	87%	3,928	28,097	-
Segment VIE	4,907	5,042	2,0%	13%	3,025	1,291	-57,3%
Total Général	37,279	39,247	5,1%	100%	6,953	29,388	-

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2014

III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION

Le premier trimestre 2014 a été caractérisé par une hausse substantielle des prix à la consommation par rapport à la même période en 2013. En effet, l'indice harmonisé des prix à la consommation a progressé de 6,2% sur les trois premiers mois contre 0,2% sur la même période de l'année précédente. En glissement annuel, les prix ont cru de 8,1% en mars 2014 par rapport à mars 2013.

Cette augmentation observée des prix au premier trimestre 2014 s'explique principalement par la hausse des prix de certaines fonctions : produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+4,5%), meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison (+16,6%), logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+9,7%), loisirs et culture (+7,1%), transport (+7,2%) et articles d'habillement et chaussures (+6,5%).

Produits alimentaires. L'augmentation des prix des produits alimentaires est davantage prononcée sur les fonctions poissons et fruits de mer (+13,9%), légumes et tubercules (+11,1%) et sur les huiles et graisses (+4,6%). Ces élévations substantielles des prix sont imputables à la forte pluviométrie et ses conséquences. En effet, le rythme débordant des pluies rend plus difficile la pêche, le fumage et séchage des poissons et autres produits frais de la pêche entraînant ainsi la raréfaction de ces produits sur le marché.

Les prix des produits alimentaires au niveau mondial se sont inscrits en hausse au premier trimestre 2014. L'indice FAO des prix mondiaux des produits alimentaires s'est notamment établi à 212,8 points en mars, son plus haut niveau depuis 2013.

Communications. Les prix des communications ont poursuivi leur contraction en raison de la politique concurrentielle toujours plus accrue dans le secteur, conduisant les opérateurs à réviser régulièrement à la baisse les coûts de l'appel téléphonique.

Restaurants et hôtels. Le repli de 0,6% des prix du poste restaurants et hôtels au premier trimestre 2014, s'explique par l'augmentation du nombre de restaurants sur le territoire.

Evolution de l'indice des prix à la consommation des ménages à Libreville

Regroupements	Pond	Janvier -Mars					Glissement (%)
		2012	2013	2014	Moyenne (%)		
					2013	2014	
INDICE GLOBAL	10000	120,3	120,6	128,0	0,2	6,2	8,1
Produits alimentaires et boissons non alcool..	3291	128,8	131,2	137,1	1,8	4,5	9,3
<i>Pains et céréales</i>	673	124,2	123,2	123,8	-0,8	0,4	1,9
<i>Viandes</i>	720	123,9	122,6	125,7	-1,0	2,5	5,4
<i>Poissons et fruits de mer</i>	446	149,6	162,1	184,7	8,4	13,9	52,4
<i>Lait, fromage et œufs</i>	243	118,7	119,9	120,8	1,0	0,7	0,9
<i>Huiles et graisses</i>	183	130,9	135,5	141,7	3,5	4,6	4,9
<i>Légumes et tubercules</i>	534	137,4	139,5	155,0	1,6	11,1	5,4
Boissons alcoolisées et tabac	185	116,3	116,3	119,9	0,1	3,1	-0,3
Articles d'habillement et chaussures	794	105,2	103,8	110,6	-1,4	6,5	5,9
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	128,2	128,2	140,6	0,0	9,7	9,5
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	100,7	102,4	119,4	1,6	16,6	15,7
Santé	357	121,1	122,3	123,5	1,0	1,0	1,1
Transports	990	122,5	118,7	127,2	-3,1	7,2	8,1
Communications	355	112,9	105,2	101,0	-6,8	-4,0	0,0
Loisirs et cultures	503	103,0	100,2	107,3	-2,7	7,1	8,1
Enseignement	170	95,3	100,7	116,0	5,7	15,2	15,2
Restaurants et hôtels	466	115,7	122,4	121,6	5,8	-0,6	1,7
Biens et services divers	275	100,3	97,3	98,7	-3,1	1,5	2,0

Sources : DGS, DGEPP

III.2 L'EMPLOI

Au premier trimestre 2014, les effectifs de l'Administration (fonction publique, collectivités locales et la main-d'œuvre non permanente) ont progressé de 7,9% pour s'établir à 105 840 agents contre 98 134 en 2013 à la même période. Cette augmentation s'explique par la forte progression de la main-d'œuvre non permanente (+56,4%) notamment celle de l'intérieur du pays, dans un contexte de stabilité des effectifs de la Fonction Publique (+0,6%) et une légère hausse de ceux des collectivités locales (+5,8%).

Evolution de l'emploi public

Effectifs du public	Premier trimestre		Var 2014/2013	Poids2014
	2013	2014		
Fonction publique	80 463	80952	0,6%	76,5%
Collectivités locales	5 443	5760	5,8%	5,4%
MONP	12 228	19 128	56,4%	18,1%
Libreville	4 093	5348	30,7%	5,1%
Intérieur	8135	13780	69,4%	13,0%
Total	98 134	105 840	7,9%	100,0%

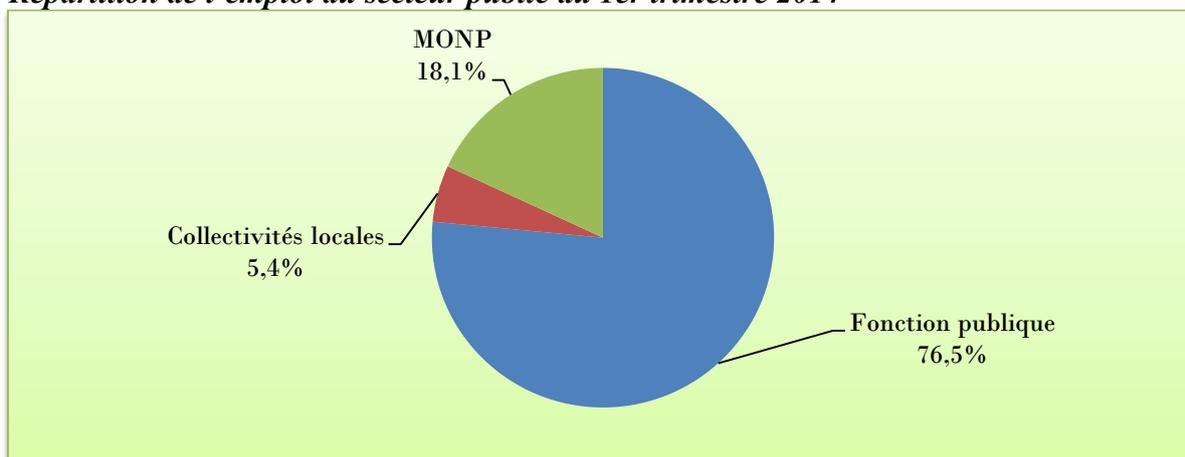
Source : DGB

A fin mars 2014, la fonction publique a enregistré 80 952 agents contre 80 463 la même période en 2013. La quasi-stabilité (+0,6%) des effectifs de la fonction publique s'explique

par le non remplacement systématique des agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite et aussi par la fin du recrutement massif dans les forces de sécurité et de défense.

Quant à la MONP, l'orientation à la hausse (+6 900) de cette catégorie d'agents publics s'explique par l'accroissement des effectifs (+5 645) des agents exerçant à l'intérieur du pays. Cette hausse provient des dérapages constatés dans certaines localités du pays, où certains responsables ont procédé à des recrutements de nouveaux agents.

Répartition de l'emploi du secteur public au 1er trimestre 2014



Source : ANINF

III.3 LES SALAIRES

La solde permanente exécutée à fin mars 2014 a progressé de 4,6% par rapport à 2013. Elle est passée de 113,6 à 118,9 milliards de FCFA, légèrement en deçà des prévisions inscrites dans la Loi de Finances Initiale (LFI).

Evolution de la masse salariale

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre		Var 2014/2013	Poids 2014
	2013	2014		
Solde permanente	113,6	118,9	4,6%	92%
M.O.N.P	9,7	10,3	6,3%	8%
Total général	123,3	129,2	4,8%	100%

Source : DGB

Cette progression s'explique notamment par l'accroissement des allocations liées à la Prime d'Incitation à la Fonction Enseignante (PIFE), dans la perspective de son élargissement aux éducateurs des centres préscolaires du Ministère de la Prévoyance sociale, d'une part, et la hausse plus importante des agents en « présalaires » des administrations des secteurs prioritaires (santé, éducation, enseignement supérieur, forces de sécurité) ainsi que les glissements catégoriels, d'autre part.

Le traitement de la M.O.N.P a connu une forte progression au premier trimestre 2014. Les crédits alloués à ce poste ont été exécutés à hauteur de 10,2 milliards de FCFA, en hausse de 6,3% par rapport à 2013. Cette augmentation résulte principalement du paiement des services rendus aux agents de cette catégorie (départs à la retraite, licenciements et décès).

III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Le commerce extérieur du Gabon s'est soldé, au cours du premier trimestre 2014, par une balance commerciale excédentaire de 617 milliards de FCFA. Cet excédent est toutefois inférieur de 14,5% par rapport à celui enregistré à fin mars 2013. Cette contraction s'explique par la diminution de 8,2% des exportations en valeur, conjuguée à la hausse de 2,7% des importations. Dans ce contexte, le taux de couverture qui, initialement était de 274,2%, s'est finalement établi à 244,9%.

III.4.1- Evolution des exportations en valeur

A fin mars 2014, les exportations gabonaises ont baissé de 8,2%, passant de 1 136,5 milliards de FCFA à 1 042,9 milliards de FCFA. Cette évolution résulte essentiellement du recul des volumes exportés de pétrole (-8,7%), de manganèse (-18,8%) et de caoutchouc naturel (-48,5%). Notons que le pétrole a représenté, au cours de cette période de référence 83,9% de la valeur totale des exportations (contre 84,3% en 2013).

Les exportations cumulées au 31 mars 2014

En milliards de FCFA	Premier Trimestre				Poids 2014
	2012	2013	2014	Var 14/13	
Pétrole	915,1	958,1	874,8	-8,7%	83,9%
Pétrole raffiné	43,4	8,4	92,3	998,8%	8,9%
Manganèse	13,5	17,6	14,3	-18,8%	1,4%
Ciment	0,6	0,7	0,4	-42,9%	0,0%
Bois sciés	41,4	38,3	42,2	10,2%	4,0%
Caoutchouc naturel	4,7	8,2	4,2	-48,8%	0,4%
Industrie Agro-alimentaire	4,0	2,5	0,7	-72,0%	0,1%
Autres	20,2	102,8	14,0	-86,4%	1,3%
Total	1042,9	1136,5	1042,9	-8,2%	100%

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)

Les principaux clients du Gabon

Au premier trimestre 2014, les exportations gabonaises à destination des dix (10) premiers clients ont été évaluées à 872,2 milliards de FCFA contre 483,9 milliards de FCFA en 2013, représentant ainsi 83,6% des recettes d'exportation totales du Gabon.

Cette évolution traduit une plus forte concentration des ventes du Gabon sur les principaux partenaires. On note ainsi:

- le renforcement de la position d'un client majeur (la Chine) ;

- la réapparition, au premier plan, de quelques partenaires autrefois privilégiés (cas des Etats-Unis) ;
- l'apparition de nouveaux clients dans ce classement (exemple la Grande-Bretagne).

Evolution des exportations gabonaises par pays (10 premiers) au 1er trimestre 2014

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Variation
	2012	2013	2014	2014/2013
Chine	55,9	53,0	137,0	158,2%
Etats Unis	65,2	2,7	122,0	-
Japon	159,2	117,9	108,7	-7,8%
Australie	95,5	128,6	106,3	-17,3%
Grande Bretagne	0,7	0,4	105,8	-
Singapour	0,0	0,1	69,8	-
Trinidad et Tobago	108,9	93,3	67,6	-27,5%
Inde	75,5	22,9	57,8	152,2%
Italie	3,8	64,9	53,5	-17,6%
Corée du Sud (République)	61,3	0,1	43,8	-
Exportations à destination des 10 1^{ers} pays	626,0	483,9	872,2	+80,2%
Poids des 10 premier pays	60%	42,6%	83,6%	
Exportations totales du Gabon	1042,9	1136,5	1042,9	-8,2%

Source : DGDDI

La Chine a augmenté ses commandes de 158,2%, par rapport à 2013 (+ 83,9 milliards de F.cfa), au premier trimestre 2014, devenant ainsi le premier client du Gabon. Dans le même temps, les Etats-Unis, avec une facture en hausse à 119,3 milliards de FCFA, ont occupé la seconde place. Il convient de relever l'absence de pays africains dans ce groupe, traduisant ainsi la faiblesse du commerce régional ou interafricain.

III.4.2 Evolution des importations en valeur

A fin mars, les importations ont été évaluées à 425,9 milliards de FCFA contre 414,5 milliards de FCFA en 2013, soit une amélioration de 2,7%.

Cette évolution résulte essentiellement :

- de la hausse de 108,2%, à 134,1 milliards de FCFA des commandes des biens de consommation intermédiaire;
- de la progression de 6,9%, à 83,7 milliards de FCFA des acquisitions de biens de consommation finale.

L'alourdissement de la facture des biens de consommation intermédiaire est principalement lié à l'augmentation de 68 milliards (soit 823%) des demandes de produits destinés à l'industrie énergétique.

Les importations cumulées au 31 mars 2014

En milliards de FCFA	Premier trimestre			Var14/13	Poids 2014
	2012	2013	2014		
Biens de consommation finale	64,9	78,3	83,7	6,9%	19,7%
Biens d'investissement	280,5	271,8	208,1	-23,5%	48,9%
Biens de consommation intermédiaire	76,6	64,4	134,1	108,2%	31,5%
Importations totales	422	414,5	425,9	2,7%	100,0%

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)

Les biens de consommation finale ont augmenté du fait de la demande des produits alimentaires qui se sont accrus de 7,2% à 78,4 milliards FCFA par rapport à 2013.

Les importations de produits alimentaires de 2012 à 2014

En milliards de FCFA	2012	2013	2014	Var 14/13
Produits alimentaires	59,7	73,1	78,4	7,2%

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)

Les principaux fournisseurs du Gabon

La valeur des importations du Gabon en provenance de ses dix (10) principaux fournisseurs a représenté 74,6% des commandes. Celle-ci a atteint la somme de 317,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2014 contre 289 milliards de FCFA en 2013.

Avec un montant de 97,9 milliards de FCFA, la France, demeure, comme en 2013, le premier fournisseur du Gabon, représentant près de 31% des parts de marché. Dans ce classement, la France est suivie de la Belgique (22%) et du Togo (15,7%), premier pays africain.

Sur les dix (10) premiers fournisseurs du Gabon, on relève la présence de trois pays africains : le Togo (3^{ème} en 2014 et 10^e en 2013) la Cote-d'Ivoire (5^{ème} en 2014 et 9^e en 2013) et l'Afrique du Sud (6^{ème} en 2014 et 8^{ème} en 2013).

La position du Togo s'explique par le relèvement de la demande gabonaise de produits manufacturés et, plus particulièrement de celle de véhicules et de biens d'équipement en provenance d'Europe de l'Ouest et réexportés par ce pays.

Evolution des importations gabonaises par pays (10 premiers) au 1^{er} trimestre 2014

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre			Variation
	2012	2013	2014	2014/2013
France	190,7	114,4	97,9	-14,4%
Belgique	51,7	79,6	69,8	-12,3%
Togo	1,2	0,6	50,1	-
Chine	26,9	36,6	36,5	-0,1%
Côte-d'Ivoire	1,5	1,7	13,4	-
Italie	12,2	10,4	12,3	18,3%
Etats-Unis	25,6	21,9	11,7	-46,7%
Afrique du Sud	6,7	10,3	10,0	-3,3%
Thaïlande	4,7	6,3	8,6	36,3%
Pays Bas	11,0	7,2	7,8	7,8%
Importations en provenance des 10 1^{ers} pays.	332,0	289,0	317,9	10,0%
Poids des 10 premiers pays	78,7%	69,7%	74,7%	
Importations totales du Gabon	422,0	414,5	425,9	2,7%

Source : DGDDI

Les clients par zone, A l'exception de celles destinées au marché américain, en forte hausse (+98%), les exportations du Gabon vers d'autres zones géographiques ont amorcé une tendance baissière au premier trimestre 2014. Ainsi les marchandises à destination de l'Asie ont-elles reculé de 17,6%, pour s'établir à 458,3 milliards de FCFA. Toutefois, l'Asie demeure la première destination des marchandises en provenance du Gabon. Près de 43,9% des ventes sont ainsi concernées.

Dans ce classement, l'Asie est suivie du continent européen (22,8% des parts de marché), de l'Amérique (18,3% des parts de marché), de l'Océanie 10,2%) et de l'Afrique (4,8%). A fin mars 2014, la CEMAC a absorbé des produits d'une valeur de 2,7 milliards de FCFA, ce qui représente environ 0,3% des exportations totales du Gabon.

III.5 LES DEPENSES PUBLIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2014

Le budget de l'Etat au premier trimestre 2014 a été exécuté à hauteur de 397,1 milliards en base engagement et 224,7 milliards de FCFA en base ordonnances visées, en baisse de 28,9% et de 59,8% par rapport à l'exercice 2013 de la même période, soit un taux d'exécution d'environ 13% base engagement.

- **Les dépenses de fonctionnement (base engagement)**

Les dépenses de fonctionnement au premier trimestre 2014 ont globalement augmenté de 3,6%, malgré la baisse des transferts et subventions de 19,4% durant la même période. Cela est lié non seulement à l'accroissement des traitements et salaires mais également à celui des dépenses relatives aux biens et services.

Les traitements et salaires comprennent la solde permanente et la main-d'œuvre non permanente. L'augmentation de la solde permanente intègre aussi bien les mandatements anticipés pour 118,895 milliards, les crédits de la solde exécutés dans le réseau secondaire du Trésor pour 8,826 milliards de FCFA et les engagements effectués directement sur l'application de dépenses de matériel (chaîne) au titre des indemnités de services rendus (contractuels et autres agents militaires), capitaux décès et diverses autres indemnités.

- **Les dépenses de fonctionnement (base ordonnancement)**

Les dépenses de fonctionnement base ordonnancement ont fléchi de 36,7% au premier trimestre 2014 comparativement à celles du premier trimestre 2013. Cette évolution est essentiellement due à un très faible ordonnancement au niveau des traitements et salaires.

- **Les investissements (base engagement)**

Les dépenses en capital ont fortement baissé de 86,4% au premier trimestre 2014. Elles se situent à 29,3 milliards sur les trois premiers mois de l'année 2014 contre 215,5 milliards de Fcfa l'année précédente de la même période.

Tableau de synthèse de l'exécution du budget.

Nature des charges	Fin mars 2012	Fin mars 2013	Fin mars 2014	Fin mars 2014	Var. 14/13	Var.14/13
			Base engagement	Base ordonnancement	Base engagement	Base ordonnancement
Fonctionnement	309,4	355,2	367,8	224,7	3,55%	-36,74%
Traitements et Salaires	116,5	137,6	164,5	41,7	19,55%	-69,70%
Biens et services	84,2	101,1	109,4	93,2	8,21%	-7,81%
Transferts et Subventions	108,7	116,5	93,9	89,8	-19,40%	-22,92
Intérêts	15,8	13,2				
Investissements	183,3	215,5	29,3		-86,40%	
Autres	-17,8	13,9				
Total	490,7	597,8	397,1	224,7	-28,89	-59,76

Source : DGB

III.6 LA DETTE PUBLIQUE AU PREMIER TRIMESTRE 2014

III.6.1 L'évolution des règlements

Le règlement de la dette publique au premier trimestre 2014 a porté sur un montant de 109,7 milliards de FCFA, en hausse de 74,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette augmentation est principalement imputable à l'accroissement du règlement de la dette intérieure.

De façon spécifique, le règlement de la dette extérieure a été consacré pour 62,1% au paiement de la dette commerciale, soit 20,5% pour la dette bilatérale et le solde pour la dette multilatérale. Par rapport à la même période de l'année précédente, le paiement de la dette extérieure a augmenté de 2,9% du fait de la hausse du règlement de la dette bilatérale.

Quant à la dette intérieure, son service a porté pour 90,4% au règlement de la dette envers le marché financier et 9,6% à celui de la dette bancaire. Comparativement à la même période une année plus tôt, le règlement de la dette intérieure a augmenté de manière exponentielle. Cette hausse résulte exclusivement de la mobilisation de 44,0 milliards de FCFA pour honorer les engagements envers le marché financier.

Evolution du règlement de la dette publique

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre		Var 14/13 (%)
	2013	2014	
Dette extérieure	59,3	61,0	2,9
Multilatérale	12,3	10,6	-13,7
Bilatérale	7,4	12,5	68,3
Commerciale	39,6	37,9	-4,3
Dette intérieure	3,5	48,7	
Total	62,8	109,7	74,6

Source : Direction Générale de la Dette

III.6.2 L'évolution des arriérés

Les arriérés sur la dette publique à fin mars 2014 sont de 19,3 milliards de FCFA, en diminution de 37,5% par rapport à leur niveau du premier trimestre 2013. Cette baisse est due à l'effort d'apurement des impayés extérieurs et intérieurs.

Evolution des arriérés

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre		Variations (%)
	2013	2014	
Dette extérieure	14,3	6,7	-53,0
Multilatérale	0,3	0,0*	-
Bilatérale	2,2	0,2	-92,0
Commerciale	11,8	6,5	-44,5
Dette intérieure	16,6	12,6	-24,2
Bancaire	1,0	-	-
Divers intérieur	4,5	1,5	-66,9
Moratoire	11,2	11,1	-0,2
Total	30,9	19,3	-37,5

Source : Direction Générale de la Dette, (*) 0,0001 milliard de FCFA

III.6.3 L'évolution des tirages sur financements extérieurs

Les décaissements sur emprunts extérieurs se sont élevés à 41,9 milliards de FCFA. Ils ont connu une augmentation de 177,5% par rapport à leur niveau du premier trimestre 2013. Cet accroissement provient de la hausse conjointe des tirages multilatéraux et bilatéraux, en dépit du recul des décaissements commerciaux.

Evolution des tirages sur financements extérieurs

(En milliards de FCFA)	Premier Trimestre		Var 14/13 (%)
	2013	2014	
Multilatéraux	0,0	14,7	-
BDEAC	0,0*		-
BAD		14,7	-
Bilatéraux	4,3	26,5	
<i>Club de Paris</i>	4,3	4,4	1,8
France	4,3	4,4	1,8
<i>Non Club de Paris</i>		22,1	-
Koweït		0,3	-
Chine		21,8	-
Commerciaux	10,7	0,7	-93,2
Autriche	3,5		-
France	7,2	0,7	-90,0
Total	15,1	41,9	177,5

Source : Direction Générale de la Dette, (*) 0,0488 milliard de FCFA

Au cours du premier trimestre 2014, les bailleurs de fonds bilatéraux ont reçu 63,2% du total des décaissements effectués.

Ces décaissements sont en augmentation par rapport au niveau effectué au premier trimestre de l'année précédente. Ils ont été mobilisés auprès de l'Agence Française de Développement, du Fonds koweïtien et de EximBank China.

Les projets ayant bénéficié de ces financements sont (1) la réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane, (2) le Plan National de Développement Sanitaire (3) le projet de développement agricole, (4) l'Assainissement de la ville de Port-Gentil, (5) l'aménagement des aéroports et (6) le transport d'énergie électrique.

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux représentent 35,0% des décaissements du trimestre. Ceux-ci proviennent de la Banque Africaine de Développement. Ils ont été orientés vers le Programme routier phase 1 et le Projet d'Appui au Secteur Pêche.

Quant aux décaissements auprès des bailleurs de fonds commerciaux, ils ne représentent que 1,7% du total du trimestre. Ceux-ci proviennent de la Société Générale et ont porté sur l'achat du matériel de communication.

III.6.4 L'évolution du stock

Le stock de la dette publique du Gabon a augmenté de 46,5% au premier trimestre de l'année 2014. Il a atteint 2256,1 milliards de FCFA contre 1540,1 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente. Cette évolution est imputable à la hausse conjointe de la dette extérieure et de la dette intérieure.

La dette extérieure s'est accrue de 41,0% suite au renforcement de l'ensemble des engagements.

La dette intérieure, quant à elle, a augmenté de 125,5% du fait de l'accroissement de la quasi-totalité des composantes.

La structure du portefeuille de la dette publique est composée de 90,0% de dette extérieure et 10,0% de dette intérieure, contre 93,5% de dette extérieure et 6,5% de dette intérieure au premier trimestre de l'année 2013.

Evolution du stock de la dette publique

(en milliards de FCFA)	Premier trimestre		Variations (%)
	2013	2014	
Dette extérieure	1440,3	2031,1	41,0
Multilatérale	235,3	267,9	13,9
Bilatérale	356,3	480,0	34,7
Commerciale	400,3	463,7	15,8
Marchés financiers	448,3	819,5	82,8
Dette intérieure	99,8	225,0	125,5
Bancaire	3,0	72,0	-
Divers Intérieur	18,5	14,5	-21,7
Moratoire	64,7	113,1	74,7
Marchés financiers	13,6	25,5	87,7
Total	1540,1	2256,1	46,5

Source : Direction Générale de la Dette

CONCLUSION

Les perspectives de l'économie gabonaise restent positives en dépit des difficultés observées dans les secteurs pétrolier et minier au cours du premier trimestre.

Ces évolutions confortent l'ambition de diversification en cours, en vue de réduire la dépendance actuelle envers les activités extractives.

Toutefois, des efforts restent à faire en matière d'exécution du budget en vue de permettre une meilleure irrigation de la chaîne de l'économie nationale.

ANNEXES

Tableau 1 : PIB ressources à prix constant 2010-2013

PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE			
Menu PIB	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	1236,5	1236,5	1199,1	1206,1
Agriculture, Elevage, Pêche	185,7	189,9	198,6	205,7
Agriculture	144,9	150,8	157,7	163,4
Vivrière	131,2	136,6	142,9	148,3
Rente	13,7	14,2	14,9	15,1
Chasse et Elevage	15,5	16,1	15,6	15,9
Pêche	25,2	22,9	25,3	26,3
Exploitation forestière	47,1	46,8	53,8	55,3
Pétrole brut	855,4	834,9	799,8	757,6
Mines	148,3	165,0	146,8	187,5
Secteur secondaire	790,0	917,3	960,7	1030,0
Industries agro-alimentaires, boissons	79,7	84,8	90,6	94,6
Industrie du bois	40,5	49,4	57,2	55,6
Autres industries	105,6	97,2	108,3	110,7
Raffinage	33,1	35,0	27,3	29,5
Electricité, Eau	27,6	29,0	30,8	32,6
BTP	151,7	254,9	248,8	280,4
Recherche, services pétroliers	351,7	367,2	397,7	426,7
Secteur tertiaire	1091,7	1189,8	1313,4	1425,9
Transports & Communications	295,4	316,0	351,1	387,0
Transport	119,8	132,1	135,7	148,9
Communications	175,6	184,0	215,4	238,0
Services	600,0	670,2	743,2	804,2
Commerce	192,6	199,2	214,2	229,5
Services bancaires, assurances	3,7	4,5	4,9	5,3
SIFIM				
Services non marchands	645,3	689,6	767,3	813,2
Education	76,3	80,2	87,8	86,1
Santé	44,3	46,2	49,9	49,7
Autres services non marchands	524,8	563,1	629,5	677,4
PIB au coût des facteurs	3763,5	4033,2	4240,4	4475,2
DTI et TVA	344,0	365,4	389,5	413,2
PIB au coût du marché	4107,5	4398,6	4629,9	4888,5
Pour mémoire:				
PIB total	4107,5	4398,6	4629,9	4888,5
PIB pétrole	855,4	834,9	799,8	757,6
PIB hors pétrole	3252,1	3563,7	3830,1	4130,9

Source : DGEPPF

Tableau 2 : PIB ressources à prix courant 2010-2013

PIB: Ressources à prix courant (En milliards de franc cfa)	HISTORIQUE			
	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	2613,9	3436,7	3309,7	3293,3
Agriculture, Elevage, Pêche	209,3	225,5	224,5	237,7
Agriculture	166,3	174,1	165,5	176,9
Vivrière	144,2	138,6	137,4	143,6
Rente	22,1	35,5	28,1	33,4
Chasse et Elevage	17,7	16,6	17,2	18,1
Pêche	25,2	34,9	41,7	42,7
Exploitation forestière	66,2	62,4	63,0	62,4
Pétrole brut	2007,2	2801,5	2942,9	2883,9
Mines	331,3	347,4	79,3	109,2
Secteur secondaire	991,7	1454,4	1425,5	1629,7
Industries agro-alimentaires, boissons	83,4	113,2	122,8	132,1
Industrie du bois	41,6	54,4	58,0	52,8
Autres industries	159,2	216,1	254,3	263,5
Raffinage	21,5	58,0	45,7	49,8
Electricité, Eau	52,5	60,9	66,6	70,3
BTP	265,6	438,4	472,2	565,2
Recherche, services pétroliers	367,9	513,5	405,9	496,0
Secteur tertiaire	1571,5	1865,9	2015,7	2212,1
Transports & Communications	332,5	375,1	409,8	439,4
Transport	203,7	236,5	261,1	297,2
Communications	128,7	138,5	148,7	142,1
Services	861,3	1064,1	1126,9	1250,9
Commerce	320,6	352,9	398,8	435,1
Services bancaires, assurances	57,2	73,8	80,2	86,7
SIFIM				
Services non marchands	816,1	865,2	989,0	1063,4
Education	109,0	113,1	130,2	138,9
Santé	64,3	66,6	71,7	77,6
Autres services non marchands	642,8	685,5	787,1	846,9
PIB au coût des facteurs	5993,3	7622,2	7739,8	8198,4
DTI et TVA	386,9	390,0	412,5	457,6
PIB au coût du marché	6380,2	8012,2	8152,3	8656,0
Pour mémoire:				
PIB total	6380,2	8012,2	8152,3	8656,0
PIB pétrole	2007,2	2801,5	2942,9	2883,9
PIB hors pétrole	4373,0	5210,7	5209,4	5772,1

Tableau 3 : Evolution du PIB en volume 2010-2013

PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE			
	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	11,0%	0,0%	-3,0%	0,6%
Agriculture, Elevage, Pêche	3,7%	2,2%	4,6%	3,6%
Agriculture	4,6%	4,0%	4,6%	3,6%
Vivrière	4,7%	4,1%	4,6%	3,8%
Rente	3,9%	3,2%	4,8%	1,7%
Chasse et Elevage	16,6%	4,0%	-3,6%	2,5%
Pêche	-7,5%	-9,1%	10,4%	4,0%
Exploitation forestière	-33,1%	-0,8%	15,0%	2,8%
Pétrole brut	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%
Mines	190,1%	11,3%	-11,0%	27,7%
Secteur secondaire	10,0%	16,1%	4,7%	7,2%
Industries agro-alimentaires, boissons	2,1%	6,3%	6,9%	4,4%
Industrie du bois	35,2%	21,8%	15,9%	-2,8%
Autres industries	0,5%	-8,0%	11,5%	2,2%
Raffinage	48,6%	5,8%	-22,1%	8,1%
Electricité, Eau	9,1%	4,9%	6,4%	5,9%
BTP	23,3%	68,0%	-2,4%	12,7%
Recherche, services pétroliers	5,2%	4,4%	8,3%	7,3%
Secteur tertiaire	4,7%	9,0%	10,4%	8,6%
Transports & Communications	5,3%	7,0%	11,1%	10,2%
Transport	3,9%	10,2%	2,7%	9,8%
Communications	6,3%	4,8%	17,1%	10,5%
Services	5,4%	11,7%	10,9%	8,2%
Commerce	2,7%	3,4%	7,6%	7,1%
Services bancaires, assurances	-34,8%	21,2%	9,5%	8,5%
SIFIM				
Services non marchands	4,8%	6,9%	11,3%	6,0%
Education	3,9%	5,2%	9,5%	-2,0%
Santé	3,9%	4,4%	7,9%	-0,3%
Autres services non marchands	5,1%	7,3%	11,8%	7,6%
PIB au coût des facteurs	7,8%	7,2%	5,1%	5,5%
DTI et TVA	-2,9%	6,2%	6,6%	6,1%
PIB au coût du marché	6,8%	7,1%	5,3%	5,6%
Pour mémoire:				
PIB total	6,8%	7,1%	5,3%	5,6%
PIB pétrole	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%
PIB hors pétrole	7,3%	9,6%	7,5%	7,9%

Source : DGEPPF

Tableau 4 : PIB Emplois à prix constant 2010-2013

PIB: Emplois à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE			
	2010	2011	2012	2013
Pib total	4 107,5	4 398,6	4 629,9	4888,5
<i>Pib pétrole</i>	855,4	834,9	799,8	757,6
<i>Pib hors pétrole</i>	3252,1	3563,7	3 830,1	4130,9
Importations totales	1 330,4	1 497,4	1 617,0	1756,5
<i>Biens</i>	1 004,4	1 145,8	1 244,2	1349,0
<i>Consommations</i>	283,0	303,6	328,0	347,8
<i>Equipements</i>	253,9	362,7	422,6	474,1
<i>Intermédiaires</i>	467,6	479,6	493,5	527,0
<i>Services</i>	325,9	351,6	372,8	407,5
Total des ressources	5 437,9	5 896,0	6 246,9	6644,9
Consommation totale	2 518,6	2 695,7	2 955,8	3181,1
<i>Ménages</i>	1 701,7	1 812,5	1 972,0	2131,3
<i>Administrations</i>	817,0	883,1	983,8	1049,7
Investissement total	1 141,0	1 269,6	1 454,9	1664,5
<i>Formation brute de capital fixe</i>	1 221,0	1 284,6	1 454,9	1654,5
<i>Administration</i>	577,4	709,3	888,6	1006,8
Secteur privé	643,6	575,3	566,3	647,6
<i>Pétrole</i>	309,2	252,7	284,8	311,5
<i>Hors pétrole</i>	334,4	322,6	281,5	336,1
<i>Variation des stocks</i>	-80,0	-15,0	0,0	10,0
Exportations	1 778,3	1 930,8	1 836,2	1799,4
<i>Biens</i>	1 732,5	1 871,5	1 771,5	1732,9
<i>Pétrole</i>	1 186,0	1 254,2	1 200,5	1137,2
Hors pétrole	546,5	617,3	571,1	595,7
<i>Rentes</i>	135,1	77,7	72,7	64,1
<i>Mines</i>	299,1	337,3	290,5	334,1
<i>Bois transformé</i>	112,3	202,2	207,9	197,5
<i>Services</i>	45,8	59,3	64,7	66,6
Total des emplois	5 437,9	5 896,0	6 246,9	6644,9

Source : DGEPPF

Tableau 5 : PIB Emplois à prix courant 2010-2013

PIB: Emplois à prix courant (En milliards de f cfa)	HISTORIQUE			
	2010	2011	2012	2013
Pib total	6 380,2	8 012,2	8 152,3	8 656,0
<i>Pib pétrole</i>	2007,2	2801,5	2942,9	2883,9
<i>Pib hors pétrole</i>	4373,0	5210,7	5209,4	5772,1
Importations totales	2 143,9	2 108,2	2 362,1	2 081,0
<i>Biens</i>	1 703,1	1 641,4	1 850,7	1663,0
<i>Consommations</i>	347,5	420,6	511,7	558,5
<i>Equipements</i>	472,2	606,4	747,2	623,1
<i>Intermédiaires</i>	883,4	614,4	591,8	481,4
<i>Services</i>	440,8	466,8	511,4	418,0
Total des ressources	8 524,1	10 120,4	10 514,5	10 737,1
Consommation totale	3 031,2	3 250,7	3770,3	3597,5
<i>Ménages</i>	1 985,4	2 141,9	2394,0	2600,0
<i>Administrations</i>	1 045,8	1 108,8	1376,3	997,5
Investissement total	1 995,0	2 188,5	2 092,5	2 412,7
<i>Formation brute de capital fixe</i>	1 995,0	2 176,0	2 127,5	2 332,7
<i>Administration</i>	847,4	919,8	995,4	889,7
Secteur privé	1 147,6	1 256,2	1 132,1	1 443,0
<i>Pétrole</i>	745,9	789,8	637,3	767,3
<i>Hors pétrole</i>	401,7	466,4	494,7	675,7
<i>Variation des stocks</i>	0,0	12,5	-35,0	80,0
Exportations	3 497,9	4 681,3	4 651,7	4 726,9
<i>Biens</i>	3 431,2	4 622,7	4 589,0	4 660,4
<i>Pétrole</i>	2 510,9	3 736,3	3684,9	3559,6
Hors pétrole	920,2	886,4	904,2	1 100,8
<i>Rentes et autres produits d'expo</i>	431,6	328,3	377,0	467,2
<i>Mines</i>	371,6	387,5	328,7	410,8
<i>Bois transformé</i>	117,0	170,6	198,5	222,8
<i>Services</i>	66,7	58,6	62,7	66,5
Total des emplois	8 524,1	10 120,4	10 514,5	10 737,1

Source : DGEPPF

Tableau 6 : Evolution du PIB Emplois à prix constant 2010-2013

PIB: Emplois à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique			
	2010	2011	2012	2013
Pib total	6,8%	7,1%	5,3%	5,6%
<i>Pib pétrole</i>	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%
<i>Pib hors pétrole</i>	7,3%	9,6%	7,5%	7,9%
Importations totales	6,0%	12,6%	8,0%	8,6%
<i>Biens</i>	4,7%	14,1%	8,6%	8,4%
<i>Consommations</i>	2,1%	7,3%	8,1%	6,0%
<i>Equipements</i>	9,3%	42,8%	16,5%	12,2%
<i>Intermédiaires</i>	3,8%	2,6%	2,9%	6,8%
<i>Services</i>	10,6%	7,9%	6,0%	9,3%
Total des ressources	6,6%	8,4%	6,0%	6,4%
Consommation totale	5,8%	7,0%	9,6%	7,6%
Ménages	7,5%	6,5%	8,8%	8,1%
Administrations	2,3%	8,1%	11,4%	6,7%
Investissement total	6,4%	11,3%	14,6%	14,4%
Formation brute de capital fixe	14,5%	5,2%	13,3%	13,7%
Administration	77,4%	22,8%	25,3%	13,3%
Secteur privé	-13,1%	-10,6%	-1,6%	14,4%
<i>Pétrole</i>	-24,1%	-18,3%	12,7%	9,4%
<i>Hors pétrole</i>	0,4%	-3,5%	-12,8%	19,4%
Exportations	8,1%	8,6%	-4,9%	-2,0%
Biens	8,6%	8,0%	-5,3%	-2,2%
<i>Pétrole</i>	-2,4%	5,7%	-4,3%	-5,3%
<i>Hors pétrole</i>	43,9%	13,0%	-7,5%	4,3%
<i>Rentes</i>	-29,6%	-42,5%	-6,5%	-11,8%
<i>Mines</i>	224,9%	12,8%	-13,9%	15,0%
<i>Bois transformé</i>	17,2%	80,0%	2,8%	-5,0%
Services	-8,0%	29,4%	9,1%	2,9%
Total des emplois	6,6%	8,4%	6,0%	6,4%

Source : DGEPPF

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

M. IKAPI Eric

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. LEMAMI Ferdin

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

Thomas EYENE

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Jean Justin NANG ONDO

Chargés d'Etudes

Mme. Durance AVOMO OKE
Mme. Mireille AYITO OBIANG Ep. ENGONE
Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. Xavier Alain MAYOMBO TSAMBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Christian NDO
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)**Directeur**

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Rodrigue Hubert BEWOTSE

Chefs de Service

M. Cyril BIBANG ENDAMANE
Mme. Judith Justine LEKOGO
M. Valentin MBA MENGUE

Chargés d'Etudes

Mme. Lucie NSANNE EMANE
Mme. Gislaine MINKUE ELANGMAN
Mme. Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
M. Raphael MBA N'NANG
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike IPOUNGA LOUSSOU

DIRECTION DES SYNTHESSES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)**Directeur :**

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Pierre Dieudonné THATY

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Etudes

Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND

M. Kevin BOUNGOUNGOU

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Responsable adjoint de la cellule

M. Roland régis SAMAMBOUNGOU

Chargés d'Etudes

M. Ange Sylvère DIECKO

M. Béchir MAHAMAT LEBOUBA

M.LIPOCKO MOMBO